

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 24/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV DEEE

1 AVENUE ALBERT RAMBOZ
69320 Feyzin

Références : UDR-SSDAS-25-22-FP
Code AIOT : 0006108193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2025 dans l'établissement SUEZ RV DEEE implanté site de belle étoile, avenue Ramboz 69320 Feyzin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un incendie s'est déclaré dans une alvéole d'entreposage, située en extérieur, de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) de type PAM (Petits Appareils Ménagers) entre minuit et une heure du matin le dimanche 19/01/2025. L'incendie est ensuite propagé à une alvéole voisine.

Le panache de l'incendie a été vu et ressenti dans plusieurs communes de l'agglomération lyonnaise, entraînant principalement des nuisances olfactives pour les tiers, dans un contexte de qualité de l'air dégradée en raison d'un épisode de pollution atmosphérique.

L'incendie a été circonscrit et maîtrisé en cours de journée, avec le concours du SDMIS, et n'a pas entraîné de victimes / blessés. L'ensemble des eaux d'extinction a été contenu sur le site.

Le lendemain de l'accident, le lundi 20 janvier 2025, une inspection réactive a été réalisée par l'inspection des installations classées de la DREAL afin d'en établir la chronologie, identifier les causes ainsi que les actions correctives rendues nécessaires au titre du retour d'expérience, du suivi de l'impact environnemental et de la reprise d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV DEEE
- site de belle étoile, avenue Ramboz 69320 Feyzin
- Code AIOT : 0006108193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV DEEE réalise une activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Les déchets proviennent de professionnels dont 90 à 95 % de grands magasins d'électroniques et flux ménagers de déchetteries.

Un nouvel arrêté préfectoral a été signé le 06/06/2024. Ce dernier a été rédigé suite à la réalisation de travaux portant sur le remplacement de la ligne de traitement GEM-F et sur des modifications liées aux stockages. Les modifications traitaient également des rejets atmosphériques, des Valeurs Limites d'Emissions, de la conformité avec les différents arrêtés IED ou encore de la gestion du risque incendie.

L'arrêté préfectoral précité abroge l'ensemble des arrêtés préfectoraux antérieurs réglementant le site.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport	AP Complémentaire du 06/06/2024, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rétentions et confinement	AP Complémentaire du 06/06/2024, article 8.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection réactive du 20/01/2025 que l'exploitant a mis en œuvre l'ensemble des moyens de prévention du risque incendie prescrits par l'arrêté préfectoral du site.

Toutefois la chronologie de l'événement et le retour d'expérience mettent en évidence une problématique de gestion de l'alimentation en eau sur site, ayant entraîné l'arrêt de l'extinction par les pompiers internes au site (PIPS) et la sollicitation tardive du SDMIS. Le rapport d'incident devra indiquer clairement les mesures prises au titre du retour d'expérience, afin que l'exploitant soit à l'avenir pleinement en mesure de gérer un feu long.

Sur ce dernier point, il est rappelé à l'exploitant que l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2790 s'applique à SUEZ RV DEEE, et notamment l'article 5 relatif à la définition d'un plan de défense contre l'incendie prévoyant un schéma d'alerte fonctionnel.

En outre, des analyses des eaux d'extinction et la mise en oeuvre d'un plan de prélèvements dans l'environnement proche du site et des tiers sont demandés avec le rapport d'incident afin d'établir l'impact et la signature chimique complète de l'incendie.

Enfin, en tant que mesure compensatoire dans le cadre de la reprise d'activité progressive du site, l'exploitant devra différer le stockage de déchets PAM dans les alvéoles dédiées, jusqu'à la

réfection complète des boucles de détection incendie endommagées par l'incendie et une expertise de la qualification coupe-feu des alvéoles concernées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2024, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
Constats : Un rapport d'accident pré-complété a été présenté en séance dont il ressort les éléments suivants : <u>Chronologie de l'événement</u> 00h38 : détection de l'incendie au niveau du stock de PAM extérieur sur les alvéoles 1 à 5. À cet instant, le site était fermé et sans activité. 00h43 : un gardien, mandaté par l'exploitant, a fait la levée de doute. L'incendie est en cours sur 2 alvéoles de stockage de déchets de type PAM. 00h49 : arrivée des pompiers internes du site (PIPS) pour prise en charge, conformément à la procédure de gestion accidentelle de l'exploitant. 02h32 : arrivée tardive du chargeur d'astreinte afin de retirer les déchets des alvéoles, pour arrosage en parallèle des pompiers « site ». 05h56 : appel au SDMIS, en raison d'une problématique d'alimentation en eau ayant entraîné l'arrêt temporaire de l'extinction par les pompiers « site ». En effet, malgré une réserve d'eau pleine et un groupe motopompe opérationnel, l'exploitant a dû recourir à une alimentation externe du bassin par l'exploitant voisin DOMO, qu'il n'a pas été en mesure d'anticiper et de réguler. En conséquence, les pompiers «site » ont manqué d'eau et ont demandé le concours du SDMIS pour l'arrosage du feu.

06h15 : arrivée du SDMIS en renfort et apports de moyens hydrauliques.

09h : baisse de l'intensité du feu dans les alvéoles.

09h40 : maîtrise du feu.

11h : extinction définitive du feu dans les alvéoles. Le SDMIS a quitté le site vers midi, tandis que les pompiers « site » sont partis vers 15h, après avoir continué à baisser les tas et à arroser de façon préventive. Des rondes régulières par un gardien ont été instaurées jusqu'à 5h du matin le 21/01/2025.

Après avoir pris connaissance de l'accident, l'exploitant a averti ses clients et bloqué les expéditions. Le traitement des PAM a été stoppé jusqu'à nouvel ordre. L'exploitant a entrepris un nettoyage du site, toujours en cours durant l'inspection, en anticipation de la reprise d'activité progressive du site.

Causes identifiées

Les caractéristiques du feu conduisent l'exploitant à considérer la présence et l'échauffement d'une pile lithium d'un déchet PAM sur l'alvéole 2 (puis l'alvéole 3) comme cause de l'incendie.

Les PAM ayant pris feu dans les alvéoles concernées proviennent des éco-organismes sous contrat avec l'exploitant. L'exploitant ne suspecte pas les conditions de collecte et d'expédition vers le site de Feyzin, comme à l'origine de la présence et de l'échauffement de cette pile, mais plutôt les conditions de tri avant collecte (enlèvement des piles).

Impact

Durant l'incendie, le SDMIS a réalisé des mesures et prélèvements aux abords du site, avec le concours d'ATMO Auvergne-Rhône Alpes pour leur analyse, dans le but d'évaluer la nocivité des fumées. Les mesures et analyses ont porté principalement sur les paramètres suivants : PM10, PM2.5, CO, SO2, HCN, HCL, NO2, COV, H2S.

Hormis des niveaux de particules élevés relevés sur les stations ATMO à proximité dans le sens du vent, les concentrations des autres paramètres sont négligeables. Ces éléments, **sous réserve de résultats contradictoires sur des prélèvements dans l'environnement proche du site (végétaux par exemple) et des tiers les plus proches**, n'indiquent pas que les fumées de l'incendie ait eu un caractère toxique.

En outre, les eaux d'extinction ont été confinées sur le site, dans le bassin prévu à cet effet (1000 m³ stockés). L'exploitant a initié des analyses de ces eaux et prévoit prochainement le passage d'hydrocureurs.

Des matières brûlées, regroupées en 2 tas d'une centaine de tonnes à proximité des alvéoles, vont être transférées sur un site de traitement de déchets autorisé à cet effet. **Les bordereaux de suivi d'enlèvement des déchets devront être transmis à l'Inspection.**

Retour d'expérience

La procédure de l'exploitant en matière de gestion accidentelle a été respectée mais ce dernier n'a pas été en capacité de gérer un incendie sur une durée aussi importante (au total, plus de 10 heures) avec les moyens alloués en eau pour l'alimentation externe depuis le site DOMO voisin.

Reprise d'activités

L'exploitant souhaite reprendre l'activité de traitement de PAM le 21/01. En tant que mesure compensatoire de sécurité, ce dernier prévoit en premier lieu de vider les 5 alvéoles de PAM, tout en instaurant un traitement dans la journée des PAM entrants (sans mise en place de zone d'entreposage tampon) à partir de mercredi, jusqu'à ce que la boucle de détection incendie (endommagée par le sinistre) soit opérationnelle. Il est également prévu la réfection des murs coupe-feux endommagés et la réfection des bâches (dont armatures).

Par ailleurs, la reprise de l'activité « Froid » (GEM-F) du site est également prévue à partir du 21/01, avec ouverture du pont-bascule.

Post-inspection, l'exploitant a transmis à la DREAL des photographies des alvéoles PAM prises le soir du 21/01/2025, qui apparaissent vides. En arrière-plan de ces photographies, les alvéoles A12 et A17 sont remplies de déchets qui dépassent la hauteur des murs de séparation et empiètent sur la voie de circulation interne.

L'exploitant a également transmis un bon d'intervention de la société INEO sur les boucles incendie des alvéoles PAM 1 à 5.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les constats réalisés par l'Inspection, suite au descriptif de l'événement par l'exploitant et des mesures envisagées, nécessitent la transmission de compléments / justificatifs et d'actions correctives.

Ainsi, afin de s'assurer de l'absence d'impact environnemental de l'incendie, dans le but d'encadrer la reprise d'activité du site et de tirer un retour d'expérience efficace de l'événement, **l'Inspection des Installations Classées demande à l'exploitant :**

→ de lui transmettre un rapport d'incident détaillé, comprenant notamment :

- les résultats des analyses des eaux d'extinction et des rejets atmosphériques durant l'événement ;
- **un plan de prélèvement environnemental** aux abords du site et à proximité des habitations les plus proches afin d'évaluer les impacts et la signature chimique de l'incendie, en complément des analyses susnommées.

→ de transmettre les Bordereaux de Suivi de Déchets Dangereux (BSDD) pour les eaux d'extinction et les stocks de matières brûlées ;

→ concernant le processus de vidage des alvéoles et gestion des entrées PAM, de continuer à transmettre à l'Inspection des photographies de l'état des alvéoles PAM en fin de journée d'exploitation, chaque jour jusqu'à réfection de la boucle incendie endommagée ;

→ de remettre en service dans les meilleurs délais la détection incendie au niveau des alvéoles de stockage de PAM concernées par le sinistre ;

→ de procéder au remplacement, ou à la réparation, dans les meilleurs délais des murs coupe-feux et bâches des alvéoles concernées.

En tout état de cause, la reprise de l'exploitation des alvéoles concernées par l'incendie est conditionnée à une expertise de l'intégrité et de la qualification coupe-feu des éléments structurels.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'être vigilant quant à la bonne gestion des alvéoles de stockage non-concernées par le sinistre, dans le cadre de la reprise d'activité progressive, ce afin de garantir la sécurité de l'exploitation dans ces conditions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

Prescription contrôlée :

« Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des

<p>installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a demandé à l'exploitant l'état des stocks de PAM dans les alvéoles dédiées du site de Feyzin, avant le départ de feu dimanche 19/01/2025.</p> <p>L'exploitant indique, qu'à la date du vendredi 17/01/2025, 217 t de déchets PAM étaient présents dans les alvéoles 1 à 5, sachant que le tonnage maximum pour ce type de déchets est de 400 t selon l'arrêté préfectoral du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un état des stocks / inventaire complet à la date du vendredi 17/01/2025, faisant apparaître les volumes de déchets pour chaque zone de stockage du site de Feyzin.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/06/2024, article 8.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie

Prescription contrôlée :

[...] Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets [...]

Les eaux d'extinction sont collectées dans le bassin de rétention général du site d'un volume de 1390 m³, dont à minima 725 m³ sont disponibles en permanence pour la rétention des eaux d'extinction. Celles-ci peuvent être rejetées uniquement si elles respectent les conditions fixées dans le présent arrêté. Dans le cas contraire, elles sont éliminées dans des filières de traitement des déchets appropriées [...]

Constats :

Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté que les eaux d'extinction étaient confinées dans le bassin prévu à cet effet, sans risque de perte de confinement.

L'exploitant a indiqué que la vanne d'isolement était asservie aux boucles de détection incendie dont est doté le site, et maintenue fermée depuis le début du sinistre.

Type de suites proposées : Sans suite